



MOBILISER LE 29 SEPTEMBRE !

Encore une fois, depuis la reprise des hostilités cet été au Moyen-Orient et la fuite en avant dans la guerre en Ukraine, les prix à la pompe crèvent les plafonds de jour en jour.

Pour les salariés, ce n'est pas une statistique de plus : c'est une ponction directe sur le pouvoir d'achat. Alors que le litre de carburant dépasse les 2 euros, les salariés n'ont pas à choisir entre remplir leur réservoir, remplir leur réfrigérateur ou payer leurs factures.

Cette nouvelle flambée rappelle surtout une réalité : pour des millions de salariés, prendre sa voiture pour aller travailler n'est pas un choix. Quand il n'existe pas de transport collectif adapté, quand

le lieu de travail est à vingt, trente ou quarante kilomètres du domicile, il faut bien faire le plein. Se déplacer pour travailler ne doit pas devenir un luxe.

Si les tensions internationales expliquent largement cette flambée des prix, elles ne peuvent cependant pas servir éternellement de réponse à une question simple : jusqu'où faudra-t-il laisser monter les prix avant d'agir réellement ?

Force Ouvrière réaffirme sa revendication d'un blocage du prix des carburants à 1,50 euro le litre, ainsi que la nécessité d'agir sur la fiscalité lorsque l'envolée des cours conduit les prix à des niveaux insupportables.

Des mouvements commencent à s'organiser sur les réseaux sociaux, qui ne sont pas sans rappeler les gilets jaunes, la récupération politicienne est déjà là. Soyons prudents, si la colère est légitime, ne nous laissons pas emporter dans des actions ou des revendications qui ne sont pas les nôtres.

Nous avons à l'agenda une mobilisation, qu'il faudra réussir, une mobilisation syndicale, dans toute la fonction publique, le 29 septembre, sur la revendication salariale, le pouvoir d'achat. C'est la revendication numéro un : le dégel du point d'indice, la revalorisation des traitements et des carrières, l'attractivité des métiers. C'était aussi celle des policiers et des agents de l'énergie qui ont manifesté le 15 septembre. Le dénominateur commun de toutes les

mobilisations, c'est la question du pouvoir d'achat.

C'est la première revendication qui s'exprime sur le terrain. Nous y sommes tous les jours, toutes les semaines, toute l'année et plus encore en ce moment dans le cadre de notre campagne pour les

élections dans la fonction publique.

C'est aussi la revendication qui s'exprime chez les salariés du privé, qui subissent également le freinage des salaires et les pertes de pouvoir d'achat. Chez les retraités aussi, qui pourraient subir des mesures de freinage sévères dans le budget à venir, qu'il s'agisse d'une désindexation des pensions ou d'une nouvelle tentative de suppression de l'abattement fiscal de 10%. L'annonce de sévères mesures d'austérité ne fait guère de doute. Le Premier ministre vient de chiffrer à 54 milliards les économies à réaliser, principalement sur la dépense sociale.

Pour FO, le redressement des comptes publics ne peut pas se résumer à réduire encore la dépense publique et sociale. La question des recettes doit être posée avec la même détermination : justice fiscale, lutte contre la fraude, conditionnalité des aides publiques aux entreprises et contribution des revenus du capital. La mobilisation du 29 septembre sera aussi une mobilisation contre l'austérité !

**Le dénominateur
commun de toutes
les mobilisations,
c'est le pouvoir d'achat**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr